

## **AMNESTY INTERNATIONAL COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Index AI : PRE 01/387/2012  
08 August 2012

### **République démocratique du Congo (RDC). Les menaces contre des défenseurs des droits humains doivent cesser**

Le gouvernement congolais et le groupe armé M23 combattant dans la province du Nord-Kivu doivent veiller à ce qu'il soit mis fin aux menaces dont font l'objet les défenseurs des droits humains et les journalistes, a déclaré Amnesty International en réaction à l'augmentation des cas de harcèlement au cours des trois dernières semaines.

L'organisation a également appelé le gouvernement congolais à honorer l'engagement qu'il a pris d'assurer la sécurité des défenseurs des droits humains travaillant en plein cœur du conflit.

« Alors que la violence augmente dans l'est de la RDC, les défenseurs des droits humains et les journalistes jouent un rôle essentiel en rassemblant des informations sur les atteintes aux droits humains commises par les deux parties au conflit et en tenant la communauté internationale informée de l'impact des combats sur la population civile », a déclaré Paule Rigaud, directrice adjointe du programme Afrique d'Amnesty International.

« Les menaces et les intimidations doivent cesser. Les deux parties doivent respecter le travail des défenseurs des droits humains et des journalistes. »

« Nous demandons également aux autorités congolaises de mettre en œuvre leur plan d'action national pour les droits humains et de respecter l'engagement qu'elles ont pris - en mars, devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies - de créer une cellule de protection des défenseurs des droits humains dotée de ressources adéquates. »

Depuis le mois dernier, Amnesty International a réuni des informations sur plusieurs cas de défenseurs des droits humains du Nord-Kivu ayant été directement menacés par des membres du M23 après avoir critiqué le groupe ou dénoncé les atteintes aux droits humains commises par celui-ci - recrutement forcé et exécutions sommaires notamment. Certains d'entre eux ont reçu des menaces de mort à plusieurs reprises en juillet, par le biais de sms, d'appels téléphoniques anonymes ou de visites nocturnes d'hommes armés soupçonnés d'être liés au M23.

Des journalistes ont également fait l'objet de menaces et d'intimidations au cours des trois derniers mois, de la part du M23 ou des autorités congolaises. Le 4 août, à Butembo (province du Nord-Kivu), une radio locale a été fermée par le maire de la ville après avoir diffusé un entretien avec un porte-parole du M23.

Les menaces font suite à une intensification du conflit.

Le groupe armé M23 a récemment repoussé l'armée du gouvernement congolais dans une offensive déterminante et contrôlerait désormais une zone allant jusqu'à 30 kilomètres au nord de Goma, capitale du Nord-Kivu.

Craignant le lancement d'une attaque sur Goma par le M23, l'armée congolaise a accru sa présence dans la ville et le long des principaux axes routiers, avec le soutien de la force de maintien de la paix des Nations unies.

#### **Complément d'information**

Le nom du groupe armé M23 fait référence au fait que le gouvernement de la RDC n'aurait pas respecté un accord de paix signé le 23 mars 2009.

Le groupe armé est composé principalement de soldats ayant déserté l'armée congolaise en avril alors que des pressions étaient exercées sur le gouvernement pour le convaincre d'arrêter le général Bosco Ntaganda, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt, pour crimes de guerre présumés, émis par la Cour pénale internationale.

Nombre d'entre eux appartenaient précédemment au Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), intégré aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) en 2009.